

ADHÉSION À LA ZONE ARABE DE LIBRE-ÉCHANGE

# Ce qu’appréhendent les opérateurs économiques algériens

**L’adhésion de l’Algérie à la Zone arabe de libre-échange (Zale) suscite les appréhensions des opérateurs nationaux quant à la capacité de l’économie algérienne à s’adapter à cette ouverture et au problème de la certification d’origine des produits importés.**

**Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)** - Jeudi prochain, le ministre du Commerce, El-Hachemi Djaâboub, rencontrera des organisations et des associations patronales pour débattre de l’adhésion de l’Algérie à la Zone arabe de libre-échange (Zale).

L’occasion pour le ministre du Commerce de convaincre, de rassurer ses interlocuteurs sur l’opportunité d’une adhésion qui, pourtant, n’a cessé de susciter les appréhensions, voire l’hostilité des opérateurs nationaux. Or, quelle est la nature de ces appréhensions ? Elles sont liées essentiellement à l’impact de cette adhésion, effective depuis un mois, sur la production nationale.

A ce propos, tant le Conseil consultatif pour la

promotion de la petite et moyenne entreprise (CNC-PME), le Club des entrepreneurs de la Mitidja (CEIMI) que le Forum des chefs d’entreprises (FCE) ont évoqué la capacité de l’économie nationale à s’adapter à cette ouverture et le problème de la certification d’origine des produits importés par le biais de cette Zale et exonérés de droits et taxes.

**La certification d’origine des produits : problématique**

Pour le président du CNC-PME, Zaïm Bensaci, la mise en place d’une zone de libre-échange suppose la définition d’une liste de produits admis en suspension totale de droits et taxes en contrepartie de l’identification de l’origine

des produits. Lors d’une récente intervention médiatique, Zaïm Bensaci redoutait la manière avec laquelle cet accord sera appliqué. «Comment définir l’origine des produits entrants ?» interrogera-t-il. Ce qui n’est pas aisé à démontrer et d’autant que les produits algériens ne disposent pas, eux, d’un label de qualité à l’export. Pour le président du CCP-PME, ce qui est en cause ce n’est pas tant l’existence de textes que la manière de les appliquer.

Dans le même ordre d’idées, le CEIMI et le FCE ont relevé le problème des certificats de complaisance, des faux certificats accordés à des produits, parfois importés de Chine ou d’ailleurs, et introduits sur le marché algérien sous un label arabe. Ainsi que la fraude importante à l’importation, notamment sous la forme de sous-déclarations de valeurs ou de dévalorisation de la qualité des produits, de fausses déclarations sur les quantités.

**L’économie nationale, ses tares**

Mais c’est surtout la capacité de l’économie nationale à s’adapter à cette ouverture qui reste sujette à caution pour le FCE. Suggérant de différer cette adhésion dans le temps, cette association patronale a considéré, récemment, que les pays arabes présentent un niveau de compétitivité des facteurs de production bien plus élevé que celui national et que les systèmes fiscaux ne sont pas comparables.

Voire le fait que le degré d’organisation de l’économie nationale est insuffisant : institutions et mécanismes de sauvegarde non prêts, mise à niveau des entreprises non achevée, profusion d’activités informelles, la fraude importante à l’importation, des circuits de distribution complètement désarticulés.

Selon l’analyse du FCE, le surcroît d’ouverture fera peser des risques impor-

tants sur l’économie algérienne : développement compromis de plusieurs secteurs (agroalimentaire, électroménager...), fermeture d’entreprises et mise en chômage de milliers de personnes...

En d’autres termes, l’ouverture «conduite dans ces conditions est porteuse de dangers pour l’équilibre et la survie des entreprises algériennes, parce que celles-ci, globalement, n’ont pas encore bénéficié des effets des réformes de seconde génération qui commencent à peine à être définies et à être mises en œuvre», est-il avancé par le FCE.

**Au-delà des assurances du ministre du Commerce**

Même si ce forum patronal soutient la réélection du principal promoteur de cette adhésion, le ministre du Commerce aura néanmoins fort à faire pour lever tous les doutes. Et ce au-delà de son assurance que

l’objectif de cet «accord politique stratégique» «n’est pas de pousser l’entreprise algérienne à la fermeture.

Nous souhaitons, au contraire, ouvrir notre marché de manière intelligente de sorte que l’Etat en tire profit». Ou en évoquant les dispositions de l’article 15 de cet accord qui permet à tout pays membre de demander une liste négative de produits à ne pas importer pendant une période déterminée avec une quantité fixée.

A charge cependant que l’Algérie soit d’abord membre et fasse du commerce intra-arabe et que l’existence de concurrence déloyale, de dumping ou de menace sur une filière donnée soit prouvée.

Et en observant que le certificat d’origine est délivré par une autorité étatique dont l’authenticité peut être vérifiée in situ et à n’importe quel moment.

C. B.

ACCUSÉS D’ATTEINTE À L’EMBLÈME NATIONAL

## Cinq lycéens devant le juge aujourd’hui

**Cinq élèves du lycée Okba, de Bab-El-Oued, comparaîtront aujourd’hui devant le juge d’instruction. Le chef d’établissement a déposé plainte à leur rencontre, presque deux mois après les avoir exclus de l’établissement pour atteinte à l’emblème national.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Désemparés et tourmentés par cette affaire, les parents de ces lycéens nous ont rendu visite hier pour apporter des éclaircissements sur cette affaire, qui a pris une tournure grave, voire politique, pour un geste commis «de façon anodine». Evoquant les témoignages de leurs enfants, les parents ne sont pas contre l’idée d’une sanction, mais refusent qu’elle soit aussi sévère, allant jusqu’à l’exclusion et la poursuite en justice. Ces élèves

qui devaient être en classe ont «séché» le cours de mathématiques pour s’isoler dans une autre classe vide afin de pouvoir réviser. Préparant le baccalauréat, ils ont contesté les notes obtenues lors du premier trimestre et se sont sentis lésés. C’est ainsi qu’ils ont décidé de préparer l’examen du baccalauréat en axant plus leurs efforts sur les révisions.

Une fois installés dans cette salle de classe vide, sans surveillance, les lycéens ont décroché du mur un cadre sur lequel était écrit l’hymne national. Ils enlevèrent le verre du cadre et utilisèrent l’envers de la feuille pour dessiner le drapeau français. Inconscients de la gravité de ce geste, ils quittèrent la salle laissant le tout sur une table.

Un agent de sécurité, rapportent les parents, est passé dans cette salle de cours et a informé la direction de l’établisse-

ment de cet acte. Ce dernier a convoqué les élèves pour les interroger. Les élèves ont reconnu les faits. C’est ainsi qu’ils ont été exclus, en attendant d’être traduits en conseil de discipline. «Le conseil de discipline s’est tenu en l’absence des délégués des élèves et sans les parents», dénoncent ces derniers. Ils affirment que le ministère de l’Education nationale a diligenté une enquête et attend les résultats et qu’ils espèrent qu’il sera pris en considération le caractère innocent de ce geste dépourvu de toute intention politique ou religieuse. «Ils étaient en colère et ont voulu exprimer le rejet d’une injustice dont ils se sentaient victimes», tentent d’expliquer ces pères de famille qui craignent le pire, d’autant qu’à aucun moment, leurs enfants, issus de familles révolutionnaires, n’ont tenté de souiller l’emblème national.

R. M.

AFFAIRE DES DIX-HUIT CADRES DE L’ENTREPRISE PHARMAL

## Le procès renvoyé au 14 février

**Prévu pour hier au tribunal correctionnel d’El-Harrach, le procès des dix-huit cadres de l’entreprise Pharmal, une filiale du groupe Saïdal, est reporté au 14 du mois en cours. Le renvoi a été décidé par la présidente du tribunal pour cause «d’absence d’une grande partie des prévenus».**

**Abder Bettache - (Alger Le Soir)** - Les dix-huit personnes, poursuivies pour les chefs d’inculpation d’«octroi de privilèges non justifiés et dilapidation de deniers publics», ont été toutes placées sous contrôle judiciaire par le juge instructeur du tribunal d’El-Harrach, au lendemain de l’éclatement de l’affaire. Parmi les personnes

mises en cause figurent, notamment l’ex-directeur général et son DFC, des directeurs d’unité et des entrepreneurs au nombre de six.

Le juge instructeur a été saisi de l’affaire au lendemain d’une enquête diligentée par la police judiciaire de la Sûreté de daïra d’El-Harrach dont les conclusions

révèlent «un préjudice de un milliard six cent millions de centimes causé à l’entreprise Pharmal». A l’origine de cette situation, «les coûts des travaux effectués au niveau de certaines structures centrales et régionales de l’entreprise (usines de Médéa, de Dar-El-Beïda et de Annaba) et jugés très élevés par rapport au cours du marché».

Il convient de noter que l’enquête a démarré en janvier 2006 pour aboutir deux années plus tard, soit en janvier 2008, «à l’inculpation du directeur général de la filiale

Pharmal et de dix-sept autres personnes».

Pharmal, filiale du groupe Saïdal, disposant de trois usines, est considérée comme l’une des trois filiales issues de la restructuration de l’entreprise Saïdal en groupe industriel le 2 février 1998. L’entreprise compte trois usines de production, dont l’une est dotée d’un laboratoire de contrôle pour assurer des prestations au profit des unités de Pharmal ainsi qu’aux entreprises publiques et privées.

A. B.

POUR SES ENGAGEMENTS

**EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE LA NATURE**

## Le patron de WTA, «Best manager environnement 2008»

Le directeur général de Wataniya Telecom Algérie (WTA), Joseph Ged, a reçu le «Best Manager environnement 2008», une distinction qui consacre les efforts consentis par les entreprises pour la sensibilisation à la protection de l’environnement. Cette distinction a été remise au patron de WTA par les organisateurs du séminaire Environnement et industrie, tenu à Oran la semaine écoulée, pour son soutien «aux nombreuses actions visant à améliorer l’environnement et à le préserver». Selon un communiqué de WTA, cette contribution s’est traduite par «le soutien financier et logistique apporté par WTA aux multiples actions œuvrant dans ce domaine et des mesures efficaces prises en faveur de l’environnement et par l’instauration de l’esprit d’une entreprise citoyenne soucieuse de la préservation de l’environnement et totalement engagée en faveur du développement durable». «Depuis sa prise de fonction à la tête de WTA en septembre 2007, Joseph Ged s’est distingué par la mise en place d’une politique environnementale au sein de l’entreprise en plaçant l’obligation de respect de l’environnement au centre des priorités de tous les employés dans leurs tâches quotidiennes, que ce soit sur leurs lieux de travail ou à l’extérieur», rappelle le communiqué. WTA a également signé, en juillet 2008, une convention avec le ministère de l’Aménagement du territoire, du Tourisme et de l’Environnement pour le sponsoring de toute action de sensibilisation à la protection de l’environnement avec pour objectif l’amélioration du cadre de vie du citoyen.

R. N.